



REGERINGSKANSLIET

Ministère des Affaires Étrangères

Direction Presse et Information

Sous réserve de modifications

NE PAS PUBLIER AVANT

(Traduction non officielle)

Déclaration de politique générale présentée le mardi 1^{er} octobre 2002
devant le Riksdag par M. Göran Persson, Premier ministre

Majestés,
Altesses Royales,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,

Le mandat donné par les Suédois à leurs élus est sans équivoque :

La Suède doit continuer de progresser en tant que société de bien-être.

C'est pourquoi il importe que la situation des enfants, les services de santé et la prise en charge des personnes âgées passent avant de fortes réductions d'impôts.

C'est pourquoi toute réforme doit être financée et notre politique doit être placée sous le signe de l'ordre et de la responsabilité.

C'est pourquoi notre politique doit être élaborée dans la coopération et la concertation – au Riksdag comme en dehors du Riksdag. C'est ainsi seulement que nous pourrions atteindre notre objectif :

La Suède doit être le pays des multiples potentialités, non la société des grands antagonismes.

* * *

Les avancées de ces dernières années – économie forte, croissance soutenue, faible chômage – constituent une base favorable pour une politique offensive.

Les objectifs de notre politique économique restent inchangés : Les finances publiques doivent être excédentaires et l'inflation maîtrisée. Les plafonds de dépenses sont maintenus et seront respectés.

Notre objectif est d'assurer un emploi à 80 pour cent de la population de 20 à 64 ans d'ici à 2004. La demande d'aide sociale doit baisser de moitié entre 1999 et 2004.

La poursuite d'un bon développement économique exige un large ralliement autour de nos deux grandes tâches, toutes deux entièrement déterminantes pour l'avenir de notre pays :

Tout d'abord, il nous faut rendre la vie au travail plus humaine et faire reculer les mises en congé de maladie.

L'objectif du gouvernement est de réduire de moitié les journées de maladie d'ici à 2008. Parallèlement, le nombre annuel de départs en préretraite devra diminuer. L'action de longue haleine engagée à l'automne 2001 se poursuit. Des conversations tripartites sont en cours entre le gouvernement et les partenaires sociaux.

Les malades doivent se voir assurer le droit à des mesures de rééducation et de meilleures possibilités de reprendre le travail. Les mises en arrêt de travail de longue durée doivent être examinées par plusieurs médecins. Des moyens seront mis à disposition pour accroître la coordination entre les services de santé, les services sociaux, le marché du travail et la caisse d'assurances. L'action préventive des partenaires sera renforcée, de même que la promotion de la santé publique et la médecine du travail. L'attention doit porter particulièrement sur la santé et les conditions de travail des femmes.

Les employeurs devront prendre à leur charge une part accrue des congés maladie de longue durée. Un mauvais milieu de travail doit coûter – un bon milieu de travail doit être payant. Il faut que les salariés puissent exercer plus d'influence sur les conditions et la durée de leur travail. L'emploi à temps plein doit être un droit, le temps partiel une possibilité. Il faut éviter de cantonner les jeunes dans des emplois précaires. Il doit y avoir moins de formes d'emploi à durée déterminée et plus de possibilités d'obtenir un emploi à durée indéterminée. La sécurité de l'emploi sera renforcée pour les personnes en congé parental.

Il convient de mieux mettre à profit les capacités des personnes âgées, des préretraités et des handicapés. Davantage de personnes actives donnent de meilleurs moyens d'améliorer le monde du travail pour tous. Le secteur public doit prendre les devants et être un lieu de travail exemplaire.

Notre seconde grande tâche est d'améliorer l'accès au marché du travail pour les Suédois issus de l'immigration.

La volonté de travailler des citoyens est le principal atout de la nation. Il faut répondre pleinement à cette aspiration si nous voulons préserver la cohésion de la Suède.

La politique pour l'emploi sera renforcée. Des crédits seront dégagés pour permettre une meilleure adaptation des agences pour l'emploi et de l'orientation professionnelle aux conditions individuelles. Une nouvelle aide financière sera

instaurée pour les personnes qui, après une longue période de soutien au titre de la garantie d'activité, n'ont pu s'insérer sur le marché du travail. L'enseignement du suédois doit être amélioré. Les formes et méthodes de l'évaluation des capacités professionnelles acquises à l'étranger doivent être affinées. La protection contre la discrimination sera renforcée et la politique de la ville élargie.

Tous les services publics, toutes les communes et tous les conseils généraux devront se fixer des objectifs et élaborer des plans d'action pour accroître la diversité et lutter contre la discrimination à l'embauche. Nous tenons à ce que les employeurs privés fassent de même.

* * *

Ces deux problèmes de société – les forts taux de maladie et les nombreux immigrés victimes de l'exclusion – seront pendant cette législature nos tâches primordiales. C'est une responsabilité commune qui demandera la participation de tous les acteurs.

Le gouvernement compte organiser deux colloques. Nous voulons réunir des représentants des partis parlementaires, des partenaires sociaux, des organisations, des experts nationaux et internationaux, théoriciens aussi bien que praticiens. Il faut des idées, des données et des expériences nouvelles pour jeter les bases d'une action commune.

* * *

Le climat de respect mutuel qui s'est instauré ces dernières années entre représentants des milieux économiques et organisations syndicales est encourageant. Ce n'est que par une meilleure compréhension mutuelle que l'État, les entreprises et les organisations des salariés peuvent assumer la responsabilité globale indispensable à la prospérité et au bien-être.

Les lois et réglementations suédoises doivent favoriser l'entrepreneuriat. Les dispositions concernant les entreprises à peu d'actionnaires vont être modifiées.

Les entreprises doivent être plus nombreuses à bénéficier d'un traitement généreux lors d'un transfert successoral. De meilleures possibilités de financement seront assurées aux entreprises nouvelles et dynamiques. La concurrence et l'exportation seront encouragées, les cartels combattus. L'élaboration d'une nouvelle stratégie de l'innovation est en cours.

La Suède est un petit pays, tributaire du monde qui l'entoure. C'est ce qui est à l'origine d'une ouverture d'esprit et d'une curiosité pour la différence et la nouveauté, qualités qui sont un facteur de réussite. L'alliance d'industries traditionnelles et de nouvelles branches créatives comme les technologies de l'information, les biotechnologies et les industries du tourisme et du spectacle offre un bon potentiel de croissance. Un centre national des écotechnologies va être créé. Les succès de la Suède dans le domaine du design sont une source d'avantages concurrentiels. Des efforts accrus seront accomplis en faveur du design industriel. Une Année suédoise du design est en préparation pour 2005. Des moyens accrus seront donnés à l'agence Invest in Sweden pour attirer l'investissement étranger en Suède.

L'accent doit être mis sur les conditions des industries de base ainsi que des industries forestières. Le secteur agricole est un atout important dans l'action pour une société avancée fondée sur les écocycles.

Pour assurer la cohésion d'un pays aussi étendu que la Suède, réduire les disparités sociales et régionales, il faut une solide infrastructure. À cet effet, des investissements de l'ordre de plusieurs milliards seront réalisés dans les années à venir. L'entretien des routes sera amélioré et le réseau ferré développé. La commission d'enquête officielle sur Stockholm recevra un appui pour apporter une solution aux difficultés de circulation dans la région de Stockholm.

* * *

Monsieur le Président,

Celui qui est confiant peut oser. Ce n'est que dans la sécurité que peut naître une liberté véritable.

C'est lorsque la politique conforte en même temps la sécurité de tous et la croissance que le développement est le plus soutenu. C'est ainsi que nous voulons continuer de formuler notre politique dans les prochaines années.

- ***La sécurité se construit dès le plus jeune âge. Les enfants doivent être au premier plan de l'attention.***

La situation financière des familles qui ont charge d'enfants a été améliorée par une série de mesures ces dernières années. Au cours de cette législature, nous voulons augmenter encore les allocations familiales et étendre le supplément familles nombreuses au deuxième enfant. Nous examinerons les moyens d'améliorer la situation des parents isolés et de ceux qui font des études. L'assurance parentale sera renforcée.

La Convention relative aux droits de l'enfant doit être respectée. Une nouvelle stratégie sera présentée pour renforcer également son impact au niveau local. L'aide aux enfants vulnérables sera accrue. Les enfants demandeurs d'asile doivent être mieux accueillis.

Au cours de la législature, un milliard de couronnes sera alloué au mouvement sportif – sous condition qu'il s'ouvre à un plus grand nombre, qu'il modère ses cotisations, mise davantage sur le sport féminin, participe à la lutte contre la drogue et élargisse sa coopération avec l'école.

- ***Chacun a droit à vieillir dans la sécurité.***

Pour être de bonne qualité, la prise en charge des personnes âgées a besoin de plus de ressources humaines. Les conditions de travail et les possibilités de formation du personnel doivent être améliorées. Les carences sont inacceptables. Les services doivent être mieux supervisés et cent nouveaux délégués à la sécurité des personnes âgées seront engagés.

Le plafonnement des redevances pour la prise en charge des personnes âgées et une meilleure couverture des frais dentaires ont amélioré la situation matérielle de beaucoup de personnes âgées. Au premier janvier de l'année prochaine, les

pensions seront relevées de 300 à 600 couronnes par mois pour la grande majorité des petits retraités. À partir de 2003, une allocation de subsistance pour personnes âgées sera mise en place afin de garantir un niveau de vie raisonnable à tous les plus de 65 ans qui vivent en Suède.

Les prestations aux survivants seront améliorées. La condition de ressources sera supprimée au 1^{er} janvier 2003 pour la pension de veuvage. La pension de reconversion sera plus généreuse.

- ***De meilleurs soins de santé, davantage de personnel et des listes d'attente moins longues.***

C'est ainsi que peuvent se résumer les objectifs de la politique de santé pour les prochaines années. Les services médicaux doivent couvrir l'ensemble de la population, être financés par la collectivité et répartis selon les besoins. Tous les établissements de santé publics doivent être soumis aux mêmes règles. Les clients des sociétés d'assurances privées ne doivent pas bénéficier d'une priorité pour l'accès aux soins financés collectivement.

Dans les quatre années à venir, 20 millions de crédits supplémentaires seront affectés aux services de santé. Cela permettra d'embaucher davantage de personnel et d'améliorer la qualité. Une garantie de soins nationale sera mise en place. Le dialogue entre médecines alternatives et médecine classique doit s'intensifier. Si les finances publiques le permettent, un premier pas sera accompli dans le courant de la législature pour étendre à toute la population le plafonnement des frais dentaires. Il faut éliminer les obstacles à la participation des personnes handicapées à la vie de la société.

Une péréquation solidaire entre les communes et conseils généraux permettra d'assurer un niveau de bien-être uniforme et élevé dans l'ensemble du pays. Les communes et départements dont la démographie est en déclin continueront de recevoir des aides. Le gouvernement suivra en particulier l'évolution dans le département de Stockholm, connaissant les réticences de la précédente majorité à respecter les décisions adoptées par le Riksdag.

Une commission d'enquête parlementaire va être nommée pour revoir la répartition des tâches et des responsabilités entre les différents niveaux des structures sociales.

- ***Un bon logement à un prix abordable est un droit social.***

Il faudra construire au moins 120 000 logements neufs au cours de cette législature.

Nous voulons abaisser la TVA sur la construction de logements pour les personnes âgées et les étudiants ainsi que de petits logements locatifs. Nous veillerons à modérer les loyers des appartements neufs. La concurrence doit être renforcée dans le secteur du bâtiment. Le développement des capacités d'accueil dans l'enseignement supérieur doit s'accompagner de l'obligation faite aux communes de fournir des logements aux étudiants. Des incitatifs sont prévus pour les communes qui construisent des logements locatifs.

- ***Il faut lutter contre la drogue.***

Nous devons tous partager cette responsabilité. Partout autour de nous, la drogue fait des victimes. Bien souvent, ce sont des jeunes qui sont pris au piège de la toxicomanie. Notre ambition est claire : Nous voulons voir diminuer le nombre des nouveaux toxicomanes, et augmenter le nombre de ceux qui s'en sortent.

Il faut créer pour les jeunes davantage de lieux de rencontre sans drogue, et des réseaux solides. La prise en charge des toxicomanes doit être renforcée. Des moyens accrus doivent être donnés au coordinateur antidrogue national. Des efforts particuliers pour la prise en charge et le traitement sont mis en œuvre dans les grandes zones urbaines, où se trouvent la majeure partie des toxicomanes lourds et des groupes importants de sans-abri. La capacité d'accueil des foyers spéciaux pour les jeunes sera accrue.

- ***La drogue est souvent le terreau de la délinquance.***

Quatre mille nouveaux fonctionnaires de police seront formés au cours de la législature. Les contrôles aux frontières seront renforcés. Le déploiement des actions contre la criminalité internationale organisée se poursuit.

La justice doit être modernisée et le temps qui s'écoule entre le délit et l'action en justice doit être écourté. Des efforts accrus seront accomplis pour éliminer la drogue du système de traitement pénitentiaire. La protection des femmes et des enfants vulnérables doit être améliorée. Les jeunes filles qui vivent sous la menace ou la contrainte doivent obtenir une meilleure protection. Une législation plus stricte en ce qui concerne l'interdiction de visite et la délinquance sexuelle sera présentée dans le courant de l'année prochaine.

* * *

La société cognitive de demain se forge dans le système préscolaire d'aujourd'hui.

Le plafonnement des redevances est devenu une réalité. Le 1^{er} janvier 2003, l'éducation préscolaire généralisée sera ouverte à tous les enfants de 4 ans. 6 000 postes d'instituteurs d'école maternelle et de puériculteurs seront créés pour réduire la taille des groupes d'enfants et accroître la qualité.

Toutes les écoles doivent être des écoles de qualité. L'action gouvernementale en faveur du monde scolaire permettra de créer 15 000 nouveaux postes d'enseignants et d'autres spécialistes à l'école de base. Le contrôle de la qualité sera amélioré. L'enseignement dispensé aux élèves de quartiers marqués par la ségrégation sera renforcé. La loi scolaire sera l'objet d'une réforme, les droits des élèves seront renforcés. Nous ferons passer des lois interdisant la discrimination et le harcèlement sexuel à l'école. La législation existant en matière de sécurité et de santé sur le lieu de travail sera réexaminée dans une perspective de l'élève.

La priorité est accordée à la lecture. Les bibliothèques scolaires se verront accorder un soutien accru pour l'achat de nouveaux ouvrages. Le nombre de bibliothécaires scolaires et de pédagogues spécialisés en lecture augmentera. Le sport et les activités physiques constitueront un volet naturel de la journée scolaire de l'ensemble des enfants. Les mathématiques seront renforcées à tous les niveaux – de l'enseignement préscolaire à l'enseignement supérieur.

Pendant cette législature, une réforme des lycées sera menée à bien. Le nombre des élèves atteignant les objectifs de connaissances et achevant leurs études augmentera. Accessibilité et flexibilité de l'enseignement pour adultes seront renforcées. L'Université en réseau offrira à un nombre toujours plus grand la possibilité de poursuivre des études supérieures.

La compétitivité internationale de l'enseignement supérieur sera renforcée, la liberté de la recherche garantie, la recherche fondamentale soutenue. Plus nombreux seront ceux à poursuivre des études débouchant sur la recherche. Des formations de pointe seront mises en place dans le domaine de l'esthétique industrielle. Les efforts engagés dans le domaine des sciences du vivant et des biotechnologies se poursuivront. De nouveaux établissements d'enseignement supérieur seront examinés sur la base d'exigences élevées en vue de leur transformation en université.

* * *

La connaissance est, selon une thèse bien établie, synonyme de pouvoir.
La culture l'est également.

Nous avons tous besoin de disposer de moyens d'expression – d'une langue riche permettant d'exprimer sentiments et idées, et à laquelle vienne s'adjoindre le don éventuel de chanter, de jouer d'un instrument, de peindre ou de danser.

Mais nous avons aussi besoin de personnes à l'écoute. Nous avons besoin les uns des autres pour partager nos expériences et confronter nos idées. C'est de cette manière que nous nous aidons à approfondir notre compréhension.

J'emprunte ces mots à Léon Tolstoï :

« Évoquer en soi-même un sentiment déjà éprouvé, puis au moyen de mouvements, de lignes, de couleurs, des sons et des métaphores agir sciemment

sur ses semblables pour leur faire éprouver la même chose – c'est cette forme d'activité humaine que nous appelons art.»

Il existe certainement mille autres façons de le décrire.

Miser sur la culture, voilà une manière infaillible d'enrichir une société.

La culture est appelée à devenir un important secteur de réforme au cours de la législature à venir.

De nouvelles actions seront organisées en faveur de la musique, de la danse et du cinéma suédois. Nous souhaitons faire de l'architecture, des arts plastiques et du design l'affaire de tous. Les échanges culturels internationaux seront élargis. Les actions en faveur de la culture des immigrés augmenteront. Un soutien sera apporté aux nombreux musées suédois du monde du travail à travers une action spéciale axée sur la conservation du patrimoine industriel.

La culture enfantine obtiendra un soutien accru. Un prix international du livre pour enfants sera instauré à la mémoire d'Astrid Lindgren. La gratuité d'entrée aux musées nationaux sera mise en place.

* * *

Devant moi, dans cette Chambre, siège le premier parlement du monde pour ce qui est de la parité.

Si nous nous devons d'en être fiers, cela ne doit nous satisfaire.

L'égalité des chances est très loin encore de régner en Suède.

Durant cette législature, le gouvernement entend renforcer l'intégration de la dimension femme-homme dans tous les secteurs de la vie politique. Un plan d'action national en faveur d'une plus grande égalité des chances sera présenté au cours de l'année à venir.

La nouvelle loi sur l'égalité des chances exige que les écarts de salaire injustifiés soient examinés et corrigés dans les trois ans. Le résultat de ce renforcement législatif sera analysé avec soin. Si les conditions l'exigent, nous serons prêts à renforcer la loi encore davantage.

* * *

Monsieur le Président,

Je souhaite que nous édifions un État de bien-être écologique.

La politique environnementale est fondamentalement liée à des questions de responsabilité et de morale.

C'est de l'avenir, de nos enfants et des conditions de vie des générations futures qu'il s'agit.

La Suède continuera de rester l'un des tous premiers pays dans le passage à un développement durable. L'objectif d'ensemble du gouvernement en matière de politique environnementale est de transmettre à la future génération une Suède ayant apporté une solution aux grands problèmes environnementaux.

Les décisions prises au Sommet mondial de Johannesburg nous engagent. Tant au plan national qu'international, la priorité sera donnée à la politique climatique. Les rejets suédois de gaz à effet de serre diminueront d'au moins quatre pour cent d'ici 2010. Le passage à une fiscalité verte se poursuit. Des modifications d'ordre fiscal seront introduites pour promouvoir le développement de carburants alternatifs. Des conditions concurrentielles seront mises en place en 2003 au profit des biocarburants.

Un accord sur une stratégie à long terme visant la poursuite de la reconversion du système énergétique se prépare en coopération avec le secteur industriel. Un examen des conditions permettant la fermeture de la deuxième tranche de la centrale nucléaire de Barsebäck sera poursuivi.

Les rejets de polluants et d'hydrocarbures, l'eutrophisation, une pêche non réglementée menacent les écosystèmes marins. Les questions relatives au milieu marin se voient conférer un rôle central dans la politique environnementale. Une réforme de la politique agricole et de la pêche commune est indispensable.

L'agriculture suédoise est concurrentielle et peut faire face au potentiel que représente une demande accrue en produits alimentaires écologiques. La nouvelle administration chargée de la protection animale se verra confier des compétences élargies. La lutte contre les produits chimiques se poursuit. De nouveaux espaces forestiers à protéger seront conservés par des achats publics de zones forestières. Une action spécifique est entreprise dans le domaine de la protection de la nature au niveau des collectivités locales.

Le marché mondial des écotecnologies est en rapide essor. Les possibilités de bénéfices se développent encore plus rapidement. Des efforts accrus en matière de développement et d'échanges technologiques peuvent à la fois résoudre les problèmes écologiques mondiaux, promouvoir l'industrie suédoise et faire progresser la croissance au profit du bien-être et de la justice.

Des formes de développement non durable se perpétuent. Il est possible d'y remédier. Un État de bien-être écologique allant de l'avant peut être édifié. Il exige cependant que nous y participions tous et que nous en soyons co-responsables.

* * *

Monsieur le Président,

La voix de la Suède est forte et respectée dans le monde entier. Nous sommes actifs aux Nations Unies, au sein de l'UE et d'autres enceintes internationales. Désarmement et droits de l'homme, droit international et développement durable, libre-échange et commerce équitable – voilà les pierres angulaires de la politique extérieure de la Suède, aujourd'hui comme demain.

Plus d'un an s'est écoulé depuis les attaques terroristes perpétrées le 11 septembre contre les États-Unis. Une des menaces des temps nouveaux était devenue réalité. Une prise de conscience globale a pris forme : Les forces démocratiques dans leur ensemble doivent coopérer pour protéger la société ouverte. La lutte internationale contre le terrorisme doit être menée dans le respect total du droit international, des droits de l'homme et de la sécurité juridique. Le contrôle des exportations sera renforcé pour prévenir les actes terroristes.

La Suède ne participe à aucune alliance militaire. L'accord passé sur la position de la Suède en matière de politique de sécurité est maintenu. La réforme de la défense totale se poursuit.

La Suède œuvrera de manière active pour que l'UE assume pleinement ses responsabilités en faveur d'un développement durable mondial. La mondialisation devra s'étendre, les fractures entre riches et pauvres devront être combattues. Il incombe à tous de lutter pour une justice globale. L'objectif des Nations Unies de réduire de moitié la pauvreté mondiale d'ici l'an 2015 devra être atteint.

L'élargissement de l'UE deviendra une réalité au cours de cette législature. La Suède entend œuvrer pour qu'une décision soit prise d'ici la fin de l'année en ce qui concerne les États prêts à y entrer. Ainsi sera franchi le pas historique débouchant sur l'unification de l'Europe.

Le marché intérieur comptera alors plus de 450 millions de consommateurs. Le potentiel que représente le secteur de la Baltique comme la zone de croissance la plus rapide d'Europe doit être mis à profit. Des fonds seront alloués pour

conforter la position des milieux économiques et industriels suédois dans cette région. Le trois-centième anniversaire de Saint-Pétersbourg se verra accorder un intérêt tout particulier. Un soutien est apporté à la Russie en vue de son entrée à l'OMC. Un projet sur la manière dont les citoyens des nouveaux États de l'UE pourront avoir accès à notre marché du travail à compter du jour de l'adhésion sera présenté. Les questions d'intégration seront au centre des préoccupations lorsque la Suède assurera en 2003 la présidence de la coopération intergouvernementale nordique.

Durant cette législature seront prises des décisions permettant de parvenir à l'objectif du un pour cent au profit de l'aide au développement. La priorité sera accordée à l'allégement de la dette ainsi qu'à la lutte contre le VIH/SIDA. Une nouvelle politique en faveur du développement sera présentée au cours de la session de printemps du Riksdag. Une politique européenne commune et solidaire à l'égard des réfugiés, s'appuyant sur le droit d'asile et l'humanisme sera mise en place. Le droit d'asile sera défendu avec vigueur pour les personnes ayant besoin de protection en Suède.

Les travaux de la Convention sur l'avenir de l'Europe prendront, au cours de cette législature, la forme d'une conférence intergouvernementale destinée à élaborer un nouveau Traité. La Suède participe activement aux discussions sur l'architecture future de l'Union. En même temps qu'il peut s'avérer nécessaire de conforter la position de la Commission et la prise de décision commune dans des secteurs comme l'environnement et le droit d'asile/l'immigration, le renforcement de la position du Conseil apparaît comme une nécessité dans la coopération européenne. Le rôle des parlements nationaux doit être développé et renforcé.

Des consultations, visant à parvenir à un accord aussi large que possible, s'engageront entre les partis représentés au Riksdag à propos de la date du référendum sur la participation pleine et entière de la Suède à l'UEM.

* * *

La démocratie, c'est nous qui l'incarbons – elle n'est rien d'autre. C'est lorsque les hommes tourneront le dos à la démocratie que la société ouverte et humaniste commencera à se désagréger. Le force de la démocratie réside dans la volonté commune de beaucoup de vouloir agir sur leurs existences et leurs conditions de vie.

Une fois encore, nous devons constater un recul de la participation électorale. C'est un signe d'alarme qu'il nous faut prendre avec le plus grand sérieux. Tout comme d'ailleurs les avancées de partis défendant des valeurs antidémocratiques.

Des analyses préliminaires montrent parallèlement que cette tendance a été rompue dans les circonscriptions électorales où des actions spécifiques ont été engagées pour augmenter la participation électorale. Un soutien croissant pour les organismes élus est également sensible. Ce sont des côtés positifs qu'il nous faut prendre en compte. Les membres du Riksdag n'ont pas de plus grande responsabilité que de défendre la démocratie.

Au printemps dernier, le Riksdag a décidé d'établir un plan d'action à long terme pour renforcer la démocratie. Ce travail doit s'intensifier.

La lutte pour la démocratie et la dignité humaine, contre le racisme et les autres formes d'intolérance doit sans cesse se poursuivre, au quotidien, dans la discussion et la réflexion. L'an prochain s'ouvrira le nouvel organisme – le Forum pour une histoire vivante – dont la mission sera de promouvoir cette action en se servant de l'Holocauste comme point de départ.

Un soutien sera apporté à l'établissement d'un centre indépendant contre le racisme et les autres formes d'intolérance. L'influence des minorités nationales s'accroîtra. Un conseil pour les questions roms sera mis en place. Ce printemps sera organisée, pour la quatrième année consécutive, la conférence intergouvernementale « Stockholm International Forum ».

* * *

En conclusion.

Quatre années de dur labeur nous attendent.

Dans cette chambre se manifesteront les deux volets de la démocratie.

D'un côté, les échanges de vues : le choc des idées, des points de vue.

De l'autre, les décisions : les compromis et la recherche d'équilibres.

C'est ce qu'est, ce que doit être une démocratie vivante.

Si des défis importants nous attendent, de larges perspectives s'ouvrent également à nous.

Notre engagement s'inscrit dans une politique de bien-être et d'emploi, impulsée par le développement technique, le passage à la modernité, la participation et la réduction des clivages.

Notre responsabilité concerne la Suède, mais aussi le monde qui nous entoure et dont nous sommes si dépendants.

Rassemblons-nous dans un nouvel esprit de concertation faisant tomber frontières et obstacles pour édifier ensemble une Suède plus forte et plus sûre.